

UNE IDÉE POUR AGIR



Durant le Carême, « La Croix » présente chaque semaine un partenaire du CCFD en visite en France

Soutenir l'agriculture togolaise

Le Mouvement alliance paysanne togolaise (Mapto) est une association syndicale créée en 2003 « par les paysans et pour les paysans » du Togo, et développée grâce à l'aide du CCFD. Elle s'occupe de défendre les intérêts des paysans auprès des partenaires publics et privés et de favoriser le dialogue avec les institutions. Ses premiers membres ont parcouru des milliers de kilomètres dans la brousse, ont passé plusieurs nuits dehors, au bord de la route, sous la pluie ou le soleil brûlant, pour faire prendre conscience aux paysans que l'union leur permet d'être plus fort sur les marchés. Au fur et à mesure, les gens se sont rassemblés et le mouvement a grandi : aujourd'hui il rassemble plus de 12 000 membres, notamment dans la région centrale et celle de la Kara (centre-nord).

Parmi ses actions, on peut citer la création d'un stock de sécurité de maïs à prix standard, gardé par l'État, et la création d'une unité de mesure « juste » appelée « Bol Mapto ». « La standardisation d'un système de mesure commun et univoque par les vendeurs et les acheteurs a été pour nous une étape fondamentale pour une commercialisation honnête du riz, du maïs et des fruits et légumes », explique Valentin Konzana, 42 ans, président du Mouvement. Marié et père de cinq enfants (« qui, après l'école, viennent m'aider dans les champs »), il rappelle l'importance des exploitations familiales pour un développement humain durable, ainsi que la création d'un microcrédit à long terme pour l'agriculture. Autre défi : l'irrigation, surtout pendant la saison sèche. « On pourrait tripler la richesse des récoltes et le nombre des employés avec un investissement sur l'irrigation, explique-t-il. On a déjà fait les études nécessaires pour être plus efficaces pendant la saison sèche, mais il faudrait un cofinancement d'environ 1 million d'euros... »

« La standardisation d'un système de mesure a été pour nous une étape fondamentale. »

GIORGIA CASTAGNOLI

26 février 2009

UNE IDÉE POUR AGIR

Améliorer les conditions de travail des salariés coréens



Durant le Carême, « La Croix » présente chaque vendredi un partenaire du CCFD en visite en France

Le respect des droits des travailleurs est une mission fondamentale en Corée du Sud. C'est pourquoi le CCFD y soutient le Centre pour la responsabilité sociale des entreprises (CCSR), une ONG œcuménique. Les membres du conseil d'administration représentent différentes confessions, mais les catholiques y sont majoritaires. Le CCSR est la première organisation à avoir introduit la question de la responsabilité sociale d'entreprise en Corée, attirant l'attention du gouvernement et de la société civile.

« Notre but est de promouvoir l'éthique en matière économique et financière, notamment après la crise asiatique, cause d'une forte instabilité et de l'augmentation du chômage », raconte Chang Young-ok, théologienne, directrice du CCSR. Le projet veut sensibiliser les travailleurs vers une forme syndicale associative et en même temps responsabiliser les

Le projet veut sensibiliser les travailleurs vers une forme syndicale associative et responsabiliser les dirigeants au respect de l'éthique.

dirigeants de sociétés au respect de l'éthique sociale et professionnelle. La réduction de la pollution et la mise en œuvre d'un système de recyclage sont d'autres préoccupations concrètes de cet organisme : « Le CCSR identifie les entreprises qui ne respectent pas les règles en matière d'environnement et de droits humains grâce à l'analyse de leur politique, et les données sont publiées avec des demandes précises en termes d'amélioration », explique Chang Young-ok. En 2009, le CCSR concentrera son action sur la chaîne des fournisseurs dans le commerce. Pourquoi financer ce projet ? « Parce que la bataille n'est pas encore gagnée. Le gouvernement actuel semble centré uniquement sur la croissance économique, et trop peu préoccupé par les problèmes des salariés. » Or c'est précisément à ces moments-là qu'il faut faire améliorer les pénibles conditions de travail des travailleurs moins spécialisés.

GIORGIA CASTAGNOLI

6 mars 2009

UNE IDÉE POUR AGIR

Juifs et Arabes ensemble pour une culture de paix



Durant le Carême, «La Croix» présente chaque vendredi

un partenaire du CCFD en visite en France

Faire travailler ensemble étudiants juifs et arabes : telle est la mission de Re'ut Sadaka («Amitié»). Créée en 1983, cette association veut, avec le soutien du CCFD Terre solidaire, aider à la construction en Israël d'une société civile juste et tolérante, en soutenant la coexistence entre Juifs et Arabes. La persistance d'une gestion guerrière du conflit israélo-palestinien a renforcé, dans la société israélienne, le racisme, la discrimination et l'ignorance. Les deux populations vivent côte à côte sans se connaître, chacune restant enfermée dans sa propre vision de l'histoire, dans sa propre analyse de la situation politique. Chacun ne connaît l'autre que par son stéréotype. Cette absence de dialogue rend la coopération difficile.

Re'ut Sadaka compte six salariés, une trentaine de «facilitateurs» et un grand nombre de bénévoles, appartenant aux deux communautés.

Re'ut Sadaka compte six salariés, une trentaine de «facilitateurs» et un grand nombre de bénévoles, appartenant aux deux communautés. Ils organisent essentiellement des échanges entre jeunes. Ces derniers sont aujourd'hui plus de 250. Selon les statuts, «il s'agit de contribuer à la construction d'une société fondée sur la justice sociale, l'égalité pour tous les citoyens, la tolérance religieuse, le multiculturalisme et la non-violence».

En 2008, une cinquantaine d'écoles, arabes ou juives, sans oublier des centres communautaires ou municipaux, ont participé au programme de recrutement de jeunes. Des rencontres, des fêtes, des petits voyages ont été organisés. Et chaque été l'association organise un séjour de volontariat en aide aux populations marginalisées. À Jaffa, l'une des villes les plus pauvres du pays, Re'ut Sadaka a créé un centre, Markaz, où Juifs et Arabes publient ensemble une revue mensuelle, *Jaffa Ana*. Sa seule existence prouve que la cohabitation est non seulement possible, mais aussi indispensable. Un «village de l'amitié» est envisagé pour l'avenir. Et, ce 19 mars, un colloque est organisé à Jaffa sur le thème: «Quel rôle pour l'éducation après le conflit?»

GIORGIA CASTAGNOLI

UNE IDÉE POUR AGIR

L'éducation peut reconstruire la Bosnie-Herzégovine



Durant le Carême, « La Croix » présente chaque vendredi un partenaire du CCFD en visite en France

Aider les enfants traumatisés par la guerre, tel est le but de l'association « L'éducation est l'avenir de la Bosnie-Herzégovine », fondée par le général serbe Jovan Divjak, connu et respecté en Bosnie-Herzégovine pour avoir rejoint l'armée bosniaque et défendu Sarajevo durant tout le siège (1). Fondée en 1994, cette association soutient aujourd'hui par le CCFD apporte une aide multiple aux enfants orphelins de guerre. Le conflit qui a déchiré la Bosnie-Herzégovine de 1992 à 1995 a terriblement marqué le pays. La société n'est toujours pas reconstruite, les familles sont disloquées. Et le démembrement de la société par la « purification ethnique » reste toujours une triste réalité aujourd'hui. La situation politique instable et les provocations nationalistes contribuent aussi à fragiliser encore plus la population.

De nombreux ateliers ont été mis en place par cette association pour donner un soutien moral et psychologique aux orphelins, sans oublier leurs mères ou tuteurs. À travers des activités récréatives, des excursions, des ateliers pédagogiques, les animateurs de « L'éducation est l'avenir de la Bosnie-Herzégovine » tentent de construire une citoyenneté bosnienne qui dépasse les appartenances ethniques et religieuses.

GIORGIA CASTAGNOLI

20 mars 2009

UNE IDÉE POUR AGIR

Valoriser l'artisanat péruvien



Durant le Carême, « La Croix » présente chaque vendredi un partenaire du CCFD en visite en France

« La pauvreté touche encore un Péruvien sur deux », dénonce Fovida, l'association partenaire du CCFD, qui agit au Pérou. « Notre but est de renforcer la coopérative d'artisanat, dans la production et aussi dans la commercialisation », explique Fabrice Penasse, du Service Amérique latine et Caraïbes du CCFD. Une équipe de 55 personnes travaille à Fovida pour la réalisation de ce projet, auquel le CCFD participe à hauteur de 26 000 € par an.

Fondée en 1984 par des organisations de femmes confrontées à la crise politique et sociale, Fovida poursuit aujourd'hui quatre grands programmes, allant du développement local au plaidoyer sur les politiques publiques. La gestion sociale des services sanitaires et nutritionnels, la gestion économique des petites unités entrepreneuriales, le développement rural, et la formation à la responsabilité des femmes figurent également parmi leurs objectifs. Fovida s'est associée au réseau de la Ciap, la Centrale interrégionale d'artisans du Pérou, qui regroupe 370 ateliers et près de 1 100 artisans dans cinq régions du pays. L'organisation vise ainsi une baisse de 5 % des coûts de fabrication, de 10 % des rejets et des non-vendus et une hausse de 10 % du chiffre d'affaires. Quelle relation Fovida entretient-elle avec l'Église ? « Des relations de coopération régulières », affirme Fabrice Penasse. Fovida coopère avec l'Église et ses organismes pastoraux pour travailler avec les secteurs les plus vulnérables des districts de Lima et dans les provinces concernés par les projets de l'organisation. »

GIORGIA CASTAGNOLI

27 mars 2009